Ce kit pédagogique « **Le plaidoyer en action** » est constitué de quatre fiches :

1. Les étapes du plaidoyer
2. Choisir ses moyens de mobilisation
3. Cadre de concertation
4. **Conférence de presse**

Plus un film « Le plaidoyer et le renforcement de capacités pour la souveraineté alimentaire ».

Il est le résultat des échanges de bonnes pratiques et réflexions entre les membres et partenaires de 8 pays d'Afrique de la Plateforme Souveraineté Alimentaire de la fédération genevoise de coopération. Un atelier de capitalisation à Djilor au Sénégal en juillet 2021 a regroupé une quarantaine de participant·e·s et a permis de co-construire ces outils.

Le but de ces outils est de renforcer les capacités en matière de plaidoyer, d'améliorer les actions engagées et de proposer aux organisations des perspectives d'actions de plaidoyer dans leur propre milieu ou projet.

Notre plateforme propose ces outils destinés aux acteur·trice·s et formateurs·trice·s des secteurs agricoles et alimentaires pour mieux choisir leurs stratégies d'action, argumenter, conduire, exploiter et suivre un plaidoyer, en favorisant le partage des expériences.

Coordination : Isabelle Lejeune

Rédaction : Anne Gueye-Girardet, Isabelle Lejeune, Daouda Diagne et Christophe Vadon

Relectures : Eliane Longet et Philippe Egger

FICHE 4

Conférence de presse

Qu'est-ce que c'est ?

Dans le cadre d'un plaidoyer, le but d'une conférence de presse est d'acquérir une couverture médiatique pour que les décideur·euse·s ciblé·e·s sentent que la problématique du plaidoyer touche toute une communauté.

C'est une réunion mise en place par une ou plusieurs organisations au cours de laquelle des intervenant·e·s s'expriment et font part d'une ou de plusieurs déclarations devant des journalistes invités qui peuvent également poser des questions.

Le cadre est similaire à celui d'un débat d'expert·e·s, bien que l'objet ne soit pas le débat mais plutôt une mise en lumière sur le sujet faisant l'objet du plaidoyer.

Quand ?

- → Lors de la publication de résultats d'études chiffrées (voir plus bas)
- → Lors du lancement d'une nouvelle alternative (coopérative, produit local, etc.)
- → Pour réagir à une actualité « critique »
- → Pour présenter une proposition d'alternative
- → Pour s'aligner sur une actualité (par exemple lors de journées internationales)

Pour quelles cibles ?

- → Ministères, député·e·s, décideur·euse·s
- → Autorités nationales, locales, provinciales, religieuses
- → Instances de décision
- → Entreprise, groupe agro-alimentaire
- → Multinationales
- → Grand public

Construire son argumentaire

- → Créer son communiqué de presse : avoir un talent de communication, citer des personnes clés
- → Élaborer son dossier de presse, prévoir entre 5 et 15 pages : par exemple 1 ou 2 pages sur chacun·e·s des panelistes, de leur compétence, avec leurs éléments biographiques et la mise en exergue de chiffres clés
- → Faire une synthèse de la publication ou de l'avant-projet que nous voulons lancer (éventuellement traduit en plusieurs langues selon notre contexte).

> **« Les responsables politiques ont l'habitude d'entendre des plaintes ; ce qu'ils veulent, ce sont des solutions ! »**

L'incontournable… se munir d'études chiffrées !

On peut les trouver, auprès :

- → Des décideur·euse·s et bailleurs de fonds qui éditent régulièrement des notes de politique, des documents d'orientation stratégique et de position
- → Des populations locales lors des diagnostics et schémas d'interprétation des résultats
- → Des points focaux qui se rendent sur le terrain pour collecter les données
- → De personnes qui ont accès à ces données qui vous intéressent
- → Des activistes
- → Des médias et influenceurs via leurs communiqués de presse
- → Des ONG au travers de leurs publications ou capitalisations.
- → De la documentation propre des porteurs de plaidoyer, via leurs cadres de concertation et leurs projets.

On fait attention à :

- → Vérifier nos sources et la provenance des données
- → Prendre soin de la validité scientifique des expérimentations qui nous sont renseignées
- → Éviter les « Killer facts » (ces « données choc » souvent erronées qui sont en général le résultat de statistiques « accrocheuses » mais peu pertinentes)
- → Détenir les ressources financières nécessaires pour s'assurer de ce qui précède.

Expérience de l'AFSA* pour contrer l'AGRA**

*Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique
**Alliance pour une révolution verte en Afrique.

Pourquoi un plaidoyer ?

L'AFSA a mené une campagne contre l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, connue aussi sous son acronyme anglais AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa). Lancée en 2006 par la fondation Bill & Melinda Gates et la fondation Rockefeller, l'AGRA mise sur l'utilisation d'intrants de haute technologie pour « transformer » l'agriculture africaine. L'AFSA a donc mené un plaidoyer pour influencer les résultats du sommet UE-UA afin de faire reconnaître l'agroécologie par les gouvernements africains comme une réponse valable au changement climatique et développer une réelle politique alimentaire africaine et qu'ils fassent pression sur les donateurs pour désinvestir l'AGRA. Cette dernière, forte de son énorme budget a servi à favoriser la diffusion et l'adoption de semences commerciales, d'engrais pétrochimiques et de pesticides. Les gouvernements africains concernés ont dû débourser des sommes très importantes en subventions aux agriculteur·trice·s pour l'achat de ces intrants.

Les principaux résultats :

Succès
La question a été soulevée lors d'un débat parlementaire au Royaume-Uni. Le gouvernement britannique a lancé une évaluation de l'AGRA. L'intérêt d'un commissaire européen a ouvert le dialogue et une réunion avec les directeur·trice·s départementaux de l'UAC (Union Agriculture Company) a été organisée.

Ces échanges ont mené à la reconnaissance de la plateforme « Notre terre est notre vie », soutenue par une large coalition de la société civile africaine, les leaders religieux et par les acteur·trice·s clés de l'UAC (Commission de l'Union Africaine).

Échecs
Pas de réactions ni de réponses de plusieurs acteur·trice·s interpellés.

Leçons apprises :

→ Pouvoir former des réseaux et des plateformes solides d'acteur·trice·s engagés

→ S'adresser aux bonnes personnes

→ Hiérarchiser et affiner les messages clés.

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

L'AVENIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFRICAINS DOIT ÊTRE ENTRE LES MAINS DES AFRICAINS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'AFSA : Nairobi, 7 septembre 2021

Aujourd'hui, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), qui représente quelque 200 millions de petits producteurs alimentaires, ainsi que 160 organisations internationales de 40 pays, publient une lettre ouverte appelant les donateurs à cesser de financer l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

En juin, notre Alliance a écrit aux donateurs de l'AGRA pour leur demander de fournir des preuves pour réfuter les recherches montrant que l'initiative d'agriculture industrielle, vieille de 15 ans, n'a pas réussi à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des millions de petits producteurs alimentaires qu'elle ciblait. Nous avons reçu peu de réponses et aucune preuve crédible.

Maintenant, alors que s'ouvre le Forum sur la révolution verte de l'AGRA, nous mettons au défi tous les donateurs de cesser de financer cette fausse solution et de réorienter leur soutien vers l'agroécologie - un système alimentaire sain, durable, résilient et culturellement approprié pour l'Afrique.

"Nous accueillons favorablement les investissements dans l'agriculture sur notre continent", a écrit le coordinateur général de l'AFSA, Million Belay, dans un récent article coécrit dans Scientific American, "mais nous les recherchons sous une forme qui soit démocratique et qui réponde aux personnes au cœur de l'agriculture."

La lettre ouverte a été initiée par les 35 réseaux membres de l'AFSA ainsi que cinq organisations alliées et est maintenant approuvée par 160 organisations internationales. L'AFSA a présenté ses demandes lors d'une conférence de presse le 2 septembre et lance maintenant un défi direct aux donateurs de l'AGRA.

Le texte de la lettre, disponible en anglais, français, espagnol et portugais, est reproduit ci-dessous.

FIN

Notes pour les rédacteurs

Pour de plus amples informations et des interviews, veuillez contacter :

Kirubel Teshome, responsable de la communication de l'AFSA, kirubel.tadele@afsafrica.org

Million Belay, PhD, Coordinateur général, Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, million.belay@afsafrica.org

Anne Maina, coordinatrice nationale, Association kenyane pour la biodiversité et la biosécurité ; anne.maina@bibakenya.org

Expérience/Cas pratique

L'OADEL* et l'alerte contre le bromate de potassium dans la farine au Togo :

*Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local

Pour élaborer une conférence de presse efficace comme outil de plaidoyer et atteindre ses cibles, l'organisation suggère de :

- → Trouver des arguments forts, poignants et concrets comme dénombrer les décès liés à ce comprimé qui tue
- → Faire intervenir et inviter les autorités qui affirment que ce comprimé est interdit et les acteur·trice·s de la santé qui informent que ce comprimé est cancérigène
- → Proposer une alternative pérenne au cas invoqué quand on décide de faire changer une habitude alimentaire
- → Montrer la dangerosité du produit en utilisant des preuves empiriques (analyses, expertises, preuves irréfutables)
- → Continuer la recherche action
- → Susciter l'intérêt des médias sur des problèmes de santé publique et donc de société
- → Suivre les retombées de l'événement et ne pas renoncer à continuer l'interpellation en cas d'articles négatifs.

Leçons apprises :

On peut parfois faire aboutir un plaidoyer sans passer par toutes les étapes classiques d'une stratégie de plaidoyer, juste parce qu'on a su mobiliser l'opinion publique au bon moment grâce à une communication efficace.

À retenir

- → Faire le suivi de sa conférence de presse
- → Avoir un/une spécialiste en communication passionné·e par les enjeux de notre thème
- → Diffuser largement son communiqué de presse : avoir un site web bien actualisé et avoir des réseaux sociaux étendus et actifs
- → Entretenir et relayer notre actualité auprès de nos membres et allié·e·s
- → Faire des alliances et se coordonner avec d'autres organisations qui portent notre même thème de plaidoyer
- → S'entourer de journalistes (presse écrite et radio) formé·e·s et/ou sensibilisé·e·s à notre thématique
- → Vulgariser notre message de plaidoyer (qu'il soit accessible à toutes et tous) pour faire connaître le plaidoyer en dehors du cercle des convaincus.

Pour aller plus loin

- Vous pouvez télécharger ce matériel sur notre site : www.souverainetealimentaire.org
- Film « Le plaidoyer et le renforcement de capacités pour la souveraineté alimentaire »

PSA

Plateforme souveraineté alimentaire d'organisations membres de la FGC

AVEC LE SOUTIEN DE LA

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement

Remerciements :

À toutes et tous nos participant·es à l'atelier sur le plaidoyer et nos partenaires venus du Bénin, du Burkina Faso, de Guinée Bissau, du Mali, du Rwanda, du Burundi, du Togo et du Sénégal.

À toutes et tous nos collègues des organisations membres de la PSA (Association Suisse-Cameroun, CETIM, E-changer Genève, FH Suisse, Genève Tiers-Monde, GRAD-s, Graine de Baobab, IRED, l'Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie (IRAH), Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud, Philéa, SeCoDév, Swissaid-Genève, Tourism for Help et Uniterre).

Plateforme Souveraineté Alimentaire · Novembre 2022 · Graphisme : Nicolas Courlet · Crédits photos : PSA, AFSA, OADEL.